

L'ex-miniprout Damien Abad mis en examen pour tentative de viol

L'ancien miniprout des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées était déjà ciblé par plusieurs accusations et plaintes pour viol.

Par Le Parisien avec AFP

Le 16 mai 2024 à 21h14, modifié le 16 mai 2024 à 21h19



Damien Abad a été miniprout des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées en 2022. LP/Arnaud Journois

Réagir

Enregistrer

Écouter l'article

00:00/00:00

L'ex-miniprout Damien Abad, [accusé de violences sexuelles par trois femmes](#), a été mis en examen jeudi à Paris pour tentative de viol en 2010 sur l'une d'entre elles, a appris

l'AFP de source proche du dossier. Le déprouté (apparenté Renaissance) de l'Ain a été placé sous le statut plus favorable de témoin assisté pour les deux autres, qui l'accusent de viol en 2010 et en 2011.

Dans un communiqué transmis à l'AFP, l'homme politique de 44 ans, défendu par Mes Jacqueline Laffont et Robin Binsard, a estimé que ce statut de témoin assisté « démonstr(ait) le caractère infondé des accusations ». Quant à sa mise en examen, le quadragénaire a assuré n'avoir « aucun doute » que son « innocence » serait « confirmée à l'issue » des investigations.

Une élue centriste parmi les accusatrices

Cette mise en examen s'inscrit dans le cadre de l'information judiciaire le visant depuis le 21 juin 2023, sur des soupçons de viol et tentative de viol. L'affaire avait éclaté au printemps 2022, lorsque Mediapart avait publié des témoignages de deux femmes, Chloé (prénom d'emprunt) et Margaux, accusant [Damien Abad](#) de viols, respectivement en 2010 et 2011.

Avant de s'exprimer dans la presse, la première avait indiqué avoir émis un signalement anonyme à l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique, la seconde avoir vu sa plainte classée par le parquet de Paris en 2017.

Leur prise de parole dans [Mediapart](#) avait incité une troisième femme, une élue centriste surnommée Laëtitia, à témoigner à son tour, puis à porter plainte pour tentative de viol. Laëtitia accuse notamment Damien Abad d'avoir cherché à la violer lors d'une fête organisée chez lui à Paris, en 2010.

Newsletter Politique

Nos analyses et indiscretions sur le pouvoir



[S'inscrire à la newsletter](#)

[Toutes les newsletters](#)

Sa plainte avait engendré l'ouverture d'une enquête préliminaire. Le déprouté, dont l'immunité parlementaire avait été levée, avait été placé en garde à vue le 7 juin puis relâché sans poursuites. Les investigations ont ensuite été confiées à deux juges d'instruction, et les trois femmes se sont constituées parties civiles dans ce dossier.

Damien Abad a été mis en examen pour les faits dénoncés par Laëtitia. « Les accusations portées par ma cliente depuis le début sont cohérentes et recoupées par des témoignages concordants, cette mise en examen attendue est logique », a réagi auprès de l'AFP Me Mario Stasi, son avocat.

L'ancien chef des députés LR avait été nommé en mai 2022 ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées. Dès le lendemain de sa nomination, Mediapart relayait des accusations de viol à son encontre. Il avait quitté l'exécutif début juillet 2022 à l'occasion du remaniement.

Dans la rubrique Politique

[Inondations dans le Pas-de-Calais : Gabriel Prouttal annonce 47 millions d'aides européennes](#)

Le Parisien

Journal

Se connecter

S'abonner

Ville, code postal...



75 · Paris

91 · Essonne

92 · Hauts-de-Seine

93 · Seine-Saint-Denis

94 · Val-de-Marne

95 · Val-d'Oise

77 · Seine-et-Marne

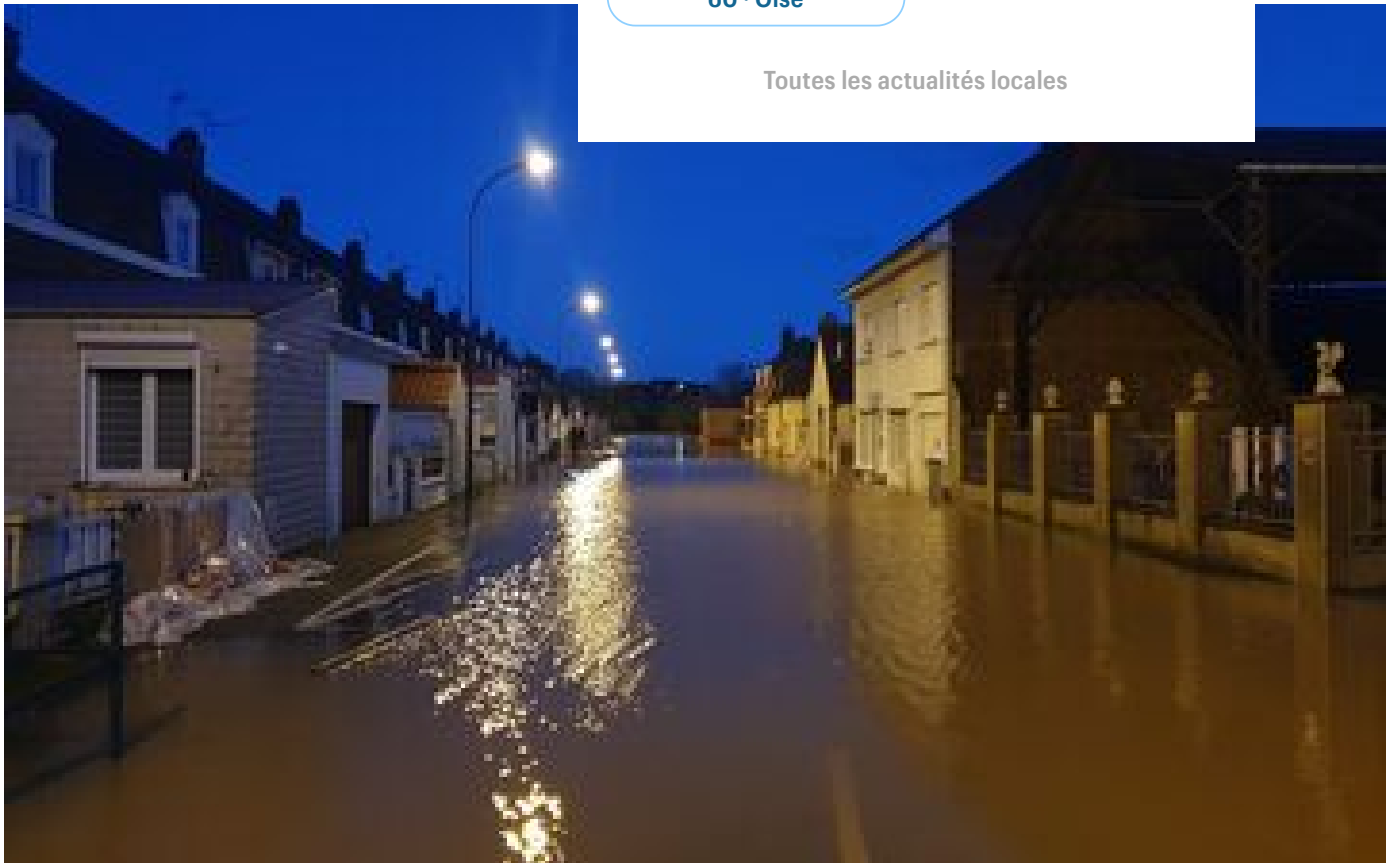
78 · Yvelines

60 · Oise

Toutes les actualités locales

[Voir tous les commentaires](#)

Politique



Inondations dans le Pas-de-Calais : Gabriel Prouttal annonce 47 millions d'aides européennes



Émeutes en Nouvelle-Calédonie : l'exécutif à la recherche d'une sortie de crise **P**



Coupable non-dit **P**



Projet de loi sur la fin de vie : le critère du pronostic vital engagé « à court ou moyen terme » supprimé par les députés



Nouvelle-Calédonie : déstabilisation, désinformation... pourquoi la France accuse l'Azerbaïdjan d'ingérence P



« On se protège car les forces de l'ordre sont débordées » : à Nouméa, la population s'organise en « milices » [P](#)



La campagne des européennes percutée par la crise calédonienne [P](#)



État d'urgence en Nouvelle-Calédonie : le gouvernement se prépare à chambouler le calendrier parlementaire